TUNISIAN PRUDENCE FUND

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos au 31 Décembre 2024

I. Rapport sur l'audit des états financiers

1- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des états financiers de FCP Tunisian Prudence Fund, qui comprennent le bilan au 31 Décembre 2024, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincères, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du FCP Tunisian Prudence Fund au 31 Décembre 2024, ainsi que de sa performance financière et de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément aux systèmes comptables des entreprises.

2- Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendantes de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

3 -Observation

Nous attirons votre attention sur la note 3.3 des états financiers, qui décrit la nouvelle méthode adoptée par le fonds pour la valorisation du portefeuille des obligations et valeurs assimilées suite aux recommandations énoncées dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances et en présence des différentes parties prenantes.

Ce traitement comptable devrait être, à notre avis, confirmé par les instances habilitées en matière de normalisation comptable.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de cette question.

4- Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au gestionnaire du fonds. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport. En application des dispositions de l'article 20 du code des organismes de placement collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du fonds dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la

présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

5- Responsabilités de la direction pour les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles –ci résultent de fraudes ou erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

6- Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles –ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles considèrent comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux –ci.

Une description plus détaillée des responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers se trouve sur le site web de l'ordre des experts comptables de Tunisie, à www.oect.org.tn.

Cette description fait partie du présent rapport de l'auditeur.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissaire aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1. Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 (nouveau) de loi n°94 -117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficacité incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes de contrôle interne.

2. Autres obligations légales et réglementaires

Nous attirons votre attention sur les points suivants :

2.1 Placement en liquidités et quasi-liquidités

Au 31 décembre 2024, le Fonds - Tunisian Prudence Fund présentait un taux d'investissement en liquidités et quasi-liquidités de 20.18%%, légèrement au-dessus du seuil de 20 % fixé par l'article 2 du décret n° 2001-2278 du 25 septembre 2001, portant application de certaines dispositions du Code des organismes de placement collectif.

2.2 Prorogation de la durée de vie du fonds

La société de gestion UGFS a décidé, lors de son conseil d'administration du 26 octobre 2020, de proroger la durée de vie du Fonds - Tunisian Prudence Fund de 10 ans à 99 ans. Cette décision a été publiée au Bulletin Officiel n° 6237 du 25 novembre 2020 du CMF.

2.3 Délais de production et de communication des états financiers

Le gestionnaire du Fonds - Tunisian Prudence Fund n'a pas entièrement respecté les délais réglementaires prévus aux articles 20 et 21 de la loi n° 2001-83 du 24 juillet 2001, relatifs aux obligations suivantes :

Établissement des états financiers : Conformément à la réglementation en vigueur, les états financiers doivent être arrêtés dans un délai maximum de trois mois après la clôture de l'exercice.

Communication aux investisseurs et aux autorités compétentes : Le gestionnaire est tenu de transmettre ces états financiers, ainsi que les documents afférents (rapport de gestion, rapport du commissaire aux comptes, etc.), au Conseil du Marché Financier (CMF) et aux investisseurs dans un délai maximal de quatre mois après la clôture de l'exercice.

Foued AMIRI

Tunisian Prudence Fund-TPF

BILAN DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024
(Montants exprimés en dinars)

ACTIF	Note	31/12/2024	31/12/2023
AC 1-Portefeuille-titres	4-1	1 639 305	1 081 122
a- Actions et droits rattachés		332 295	255 551
b- Titres OPCVM		99 136	71 542
c- Obligations et valeurs assimilées		1 207 874	754 029
AC 2- Placements monétaires et disponibilités	4-2	414 473	290 770
a- Placements monétaires		400 425	150 296
b- Disponibilités		14 048	140 474
TOTAL ACTIF		2 053 778	1 371 892
PASSIF			
P1- Opérateurs créditeurs	4-3	8 151	7 512
P2- Autres créditeurs divers *		(9)	(9)
TOTAL PASSIF		8 142	7 271
ACTIF NET			
CP 1- Capital	4-4	1 919 533	1 311 405
Sommes distribuables		126 103	52 983
a- Sommes distribuables des exercices antérieurs		52 983	107
b- Sommes distribuables de l'exercice		73 120	52 876
ACTIF NET		2 045 636	1 364 389
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		2 053 778	1 371 892

Tunisian Prudence Fund-TPF

ETAT DE RESULTAT
(Montants exprimés en dinars)

	Note	31/12/2024	31/12/2023
PR 1- Revenus du portefeuille-titres	4-5	74 086	76 294
a- Dividendes		13 835	20 125
b- Revenus des obligations et valeurs assimilés		60 252	56 169
PR 2- Revenus des placements monétaires	4-6	20 315	10 439
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		94 402	86 733
CH 1- Charges de gestion des placements	4-7	(16 429)	(16 233)
REVENU NET DES PLACEMENTS		77 973	70 500
CH 2- Autres charges	4-8	-12 017	(12 023)
RESULTAT D'EXPLOITATION		65 956	58 477
Régularisation du résultat d'exploitation		7 164	(5 600)
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		73 120	52 876
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(7 164)	5 600
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		31 872	35 755
Plus ou moins values réalisées sur cessions de titres		21 934	(12 518)
Frais de négociation de titres		-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		119 762	81 714

Tunisian Prudence Fund-TPF
ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET
(Montants exprimés en dinars)

	31/12/2024	31/12/2023
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT	119 762	81 714
DES OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat d'exploitation	65 956	58 477
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres	31 872	35 755
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	21 934	(12 518)
Frais de négociation de titres	-	-
DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	-	(55 911)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	561 485	(190 073)
Souscriptions		
- Capital	1 947 600	976 500
- Régularisation des sommes non distribuables	146 029	17 969
- Régularisation des sommes distribuables	29 740	28 893
Rachats		
- Capital	(1 432 400)	(1 160 700)
- Régularisation des sommes non distribuables	(106 908)	(18 241)
- Régularisation des sommes distribuables	(22 576)	(34 493)
- Droits de sortie		
VARIATION DE L'ACTIF NET	681 247	(164 271)
ACTIF NET		
En début de l'exercice	1 364 389	1 528 659
En fin de l'exercice	2 045 636	1 364 389
NOMBRE DE PARTS		
En début de l'exercice	12 820	14 662
En fin de l'exercice	17 972	12 820
VALEUR LIQUIDATIVE	113,824	106,427
TAUX DE RENDEMENT	6,95%	5,41%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024 MONTANTS EXPRIMES EN DINARS TUNISIENS

1- PRESENTATION DU FONDS

Tunisian Prudence Fund est un fonds commun de placement régi par le code des organismes de placements collectifs promulgué par la loi n° 2001-83 du 24-07-2001 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents. Le fonds a obtenu l'agrément du CMF N° 24-2011 du 7 Septembre 2011.

La politique d'investissement est arrêtée par un comité d'investissement qui définit les choix et les orientations des placements. La BIAT est le dépositaire de ce fonds. Le gestionnaire est United Gulf Financial Services-North Africa (UGFS-NA).

Le FCP Tunisian Prudence Fund est un Fonds de distribution.

2- REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31/12/2024 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

3- PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Prise en compte des éléments de portefeuille titre et des revenus y afférents

Les éléments de portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les intérêts sur les placements en obligations et valeurs assimilés et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilés sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

3.2- Evaluation des placements en actions et valeurs assimilés

Les placements en actions et valeurs assimilés sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que sommes non distribuables. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31 décembre ou à la date antérieure la plus récente. Lorsque les conditions de marché d'un titre donné dégagent une tendance à la baisse exprimée par une réservation à la baisse ou une tendance à la hausse exprimée par une réservation à la hausse, le cours d'évaluation retenu est le seuil de réservation à la baisse dans le premier cas et le seuil de réservation à la hausse dans le deuxième cas.

Les titres OPCVM sont évalués à leur valeur liquidative à la date du 31 décembre 2024.

3.3- Evaluation des placements en obligations et valeurs assimilées

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs similaires sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- A la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente - Au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent.
- A la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire et l'absence d'une courbe de taux pour les émissions obligataires, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 31 décembre 2023, une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation du portefeuille des obligations du Fonds figurant au bilan arrêté à la même date.

En conséquence, les placements en obligations sont évalués au coût amorti compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.

Dans un contexte de passage progressif à la méthode actuarielle, et compte tenu des recommandations énoncées dans le procès-verbal de la réunion tenue le 29 Aout 2017 à l'initiative du ministère des finances en présence de différentes parties prenantes, les Bons du Trésor Assimilables « BTA » sont valorisé comme suit :

- Au coût amorti pour les souches de BTA ouvertes à l'émission avant le 31/12/2017 à l'exception de la ligne de BTA « Juillet 2032 » (compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres).
- A la valeur actuelle (sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines) pour la ligne de BTA « Juillet 2032 » ainsi que les souches de BTA ouvertes à l'émission à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le Fonds ne dispose pas d'un portefeuille de souche de BTA ouverte à l'émission à compter du 1^{er} janvier 2018 et ne dispose pas de la ligne de BTA « Juillet 2032 ».

3.4- Evaluation des autres placements

Les placements monétaires sont évalués à leurs prix d'acquisition.

3.5- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

3.6- Traitement des opérations de pension livrée

Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif du bilan et présentés sous une rubrique distincte au niveau du poste «AC1-Portefeuille-titres ». A la date d'arrêté, ces titres restent évalués à leur coût amorti compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle.

La contrepartie reçue est présentée au niveau du passif sous une rubrique spécifique « Dettes sur opérations de pension livrée » et évaluée à la date d'arrêté à sa valeur initiale majorée des intérêts courus et non échus à cette date. Les intérêts courus et non échus à la date d'arrêté, sont présentés au niveau de l'état de résultat sous une rubrique spécifique « Intérêts des mises en pension ».

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits à l'actif du bilan. La valeur de la contrepartie donnée est présentée sous une rubrique distincte au niveau du poste « AC 2-Placements monétaires et disponibilités ».

A la date d'arrêté, cette créance est évaluée à sa valeur initiale majorée des intérêts courus et non échus à cette date. Les intérêts courus et non échus à la date d'arrêté, sont individualisés et présentés au niveau de l'état de résultat sous la rubrique «PR 2-Revenus des placements monétaires»

4- NOTES EXPLICATIVES DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT

Note 4-1 : Portefeuille titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2024 à 1 639 305 dinars et se détaille comme suit :

	Nombre de titres	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2024	% Actif net	% Actif
Actions et droits rattachés		301 444	332 292	16.24%	16.18%
ARTES	2 632	21 554	21 332	1,04%	1,04%
SFBT	2 949	38 924	34 362	1,68%	1,67%
SOTUMAG	6 967	12 990	44 220	2,16%	2,15%
Délice Holding	2 432	29 019	39 552	1,93%	1,93%
Hannibal Lease	6 895	42 781	51 023	2,49%	2,48%
Cellcom	3 516	27 352	8 227	0,40%	0,40%
BT	9 314	47 292	47 958	2,34%	2,34%
CC	13 461	30 994	28 982	1,42%	1,41%
SOTIPAPIER	1 859	7 254	10 087	0,49%	0,49%
SOTUVER	2 305	29 445	29 255	1,43%	1,42%
ATELIER DU MEUBLE INTERIEUS	2 000	7 879	11 640	0,57%	0,57%
ATTIJARI BANK	110	5 959	5 655	0,28%	0,28%
Droits	-	16	4	0	0
DA HL 37/100 2020	9	14	2	0,00%	0,00%
DA SAM 1/5 2020	4	2	2	0,00%	0,00%
Obligations et valeurs assimilées	-	1 142 124	1 207 874	59,05%	58.81%
BTA 6,3% 03-2026	123	113 775	126 795	6,20%	6,17%
BTA 6,7% 04-2028	100	94 800	102 374	5,00%	4,98%
BTA 7,4% FEV 2030	100	89 280	96 172	4,70%	4,68%
BTA 7,4% FEV 2030 2	240	215 040	231 212	11,30%	11,26%
BTA 6,5% JUIN 2025	495	487 229	506 266	24,75%	24,65%
EO STB SUBORDONNE 2021-1	1 700	102 000	103 206	5,05%	5,03%
EO CIL 2023-1 10,55%	500	40 000	41 850	2,05%	2,04%
Titres OPCVM	-	99 915	99 136	4,85%	4.83%
UGFS Islamic Fund	100	10 000	5 009	0,24%	0,24%
MCP SAFE FUND	612	89 915	94 127	4,60%	4,60%
TOTAL		1 543 498	1 639 305	80.14%	79.82%

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur la poste « portefeuille-titre » sont indiqués ci-après :

	<u>Coût</u> <u>d'acquisition</u>	<u>Intérêts</u> <u>courus</u> <u>nets</u>	<u>Plus (moins)</u> <u>values</u> <u>latentes</u>	<u>Valeur</u> <u>au 31</u> <u>décembre</u>	<u>Plus (moins)</u> <u>values</u> <u>réalisées</u>
Soldes au 31 décembre 2023	1 039 300	25 593	16 228	1 081 121	
-					
* <u>Acquisitions de l'exercice</u>					
Actions cotées	150 640			150 640	11 699
BTA	0		0	0	
Obligations de sociétés	791 549			791 549	
Titres OPCVM	701 289			701 289	
* <u>Remboursements et cessions de l'exercice</u>					
Actions cotées	(110 923)			(110 923)	0
Obligations de sociétés	(350 735)			(350 735)	
BTA	0			0	7 245
Titres OPCVM	(677 620)			(677 620)	2 990
* <u>Variation des plus ou moins values latentes</u>					
Actions cotées			37 028	37 028	
Bons de trésor assimilables (BTA)			9 183	9 183	
Titres OPCVM			3 925	3 925	
-					
* <u>Intérêts courus</u>				0	
<u>Variation des coupons</u>				0	
<u>Variation des intérêts courus</u>		3 849		3 849	
-					
* <u>Intérêts courus</u>				0	
Soldes au 31 décembre 2024	1 543 498	29 443	66 364	1 639 305	21 943

Note 4-2 : Placements monétaires et disponibilités

		<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Placements monétaires		400 425	150 296
Disponibilités		14 048	140 474
TOTAL	(1)	<u>414 473</u>	<u>290 770</u>

(1) Le solde de ce poste, s'élevant au 31/12/2024 à 414 473 dinars, se détaille ainsi :

	Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2023	% Actif net	% Actif
Placements monétaires		400 000	400 425	19.57%	19.50%
MOUDHARBA BL 90 JOURS ECH 24-03-2024 AU TAUX 9 %	200	200 000	200 250	9.79%	9.75%
MOUDHARBA BL 90 JOURS ECH 15-03-2024 AU TAUX 9 %	200	200 000	200 175	9.79%	9.75%
Disponibilités	-	14 048	14 048	0.69%	0.68%
Banque		14 048	14 048	0.69%	0.68%
TOTAL		414 048	414 473	20.26%	20.18%

Note 4-3 : Opérateurs créditeurs

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Compte du Gestionnaire (UGFS-NA) (1)	7 548	6 912
Compte du Dépositaire (BIAT)	603	600
	<u>8 151</u>	<u>7 512</u>

(1) Le solde de ce compte se répartit comme suit :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Rémunération de gestion	4 555	3 909
Charges administratives	2 992	3 004
	<u>7 548</u>	<u>6 912</u>

Note 4-4: Capital

Les mouvements sur le capital au cours de l'exercice se détaillent comme suit :

Capital au 31/12/2023		
Montant		1 311 405
Nombre de parts émises		12 820
Nombre de copropriétaires		6
Souscriptions réalisées		
Montant		1 947 600
Nombre de parts émises		19 476
Nombre de copropriétaires nouveaux		0
Rachats effectués		
Montant		1 432 400
Nombre de parts rachetées		14 324
Nombre de copropriétaires sortants		0
Autres mouvements		
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		31 872
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres		21 934
Régularisation des sommes non distribuables		39 121
Droits de sortie	0	0
Frais de négociation	0	0
Capital au 31/12/2024		
Montant		1 919 533
Nombre de parts		17 972
Nombre de copropriétaires		6

Note 4-5 : Revenus du portefeuille -titres :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Revenus des actions	13 835	20 125
Intérêts des obligations et valeurs assimilés	60 252	56 169
Total	<u>74 086</u>	<u>76 294</u>

Note 4-6 : Revenus des placements monétaires :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Revenus des billets de trésorerie	-	-
Revenus des pensions livrées	8 469	-
Revenus autres placements	11 444	10 306
Revenue compte de dépôt	402	133
Total	<u>20 315</u>	<u>10 439</u>

Note 4-7 : Charges de gestion des placements

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Rémunération du Gestionnaire (UGFS-NA)	14 016	13 853
Rémunération du Dépositaire (BIAT)	2 414	2 380
Total	<u>16 429</u>	<u>16 233</u>

Note 4-8 : Autres charges

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Frais administratifs	11 897	11 903
Autres charges	120	120
Total	<u>12 017</u>	<u>12 023</u>

5- AUTRES NOTES AUX ETATS FINANCIERS

5.1- Données par part et ratios pertinents

Données par part	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Revenus des placements	5,253	6,765	6,381	4,933	5,185	5,646
Charges de gestion des placements	(0,914)	(1,266)	(1,222)	(0,984)	(1,031)	(1,032)
Revenu net des placements	4,339	5,499	5,159	3,950	4,154	4,614
Autres charges	(0,669)	(0,938)	(0,814)	(0,602)	(0,610)	(0,572)
Résultat d'exploitation (1)	3,670	4,561	4,344	3,347	3,544	4,042
Régularisation du résultat d'exploitation	0,399	(0,437)	(0,526)	(0,124)	(0,096)	(0,141)
Sommes distribuables de l'exercice	4,069	4,125	3,818	3,472	3,448	3,900
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres	1,773	2,789	2,978	0,595	2,289	(3,447)
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	1,220	(0,976)	0,873	0,687	(0,029)	0,806
Frais de négociation des titres	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Plus (ou moins) valeurs sur titres et frais de négociation (2)	2,994	1,813	3,852	1,282	2,260	(2,642)
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	6,664	6,374	8,196	4,630	5,804	1,400
Droits de sortie	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Résultat non distribuable de l'exercice	2,994	1,813	3,852	1,282	2,260	(2,642)
Régularisation du résultat non distribuable	0,335	3,269	(0,979)	(0,116)	(0,142)	0,331
Sommes non distribuables de l'exercice	2,333	5,082	2,873	1,166	2,118	(2,311)
Distribution de dividendes	0,000	3,820	3,472	3,448	3,901	3,717
Valeur liquidative	113,824	106,427	104,260	101,041	99,851	98,186

	2024	2023	2022	2021	2020	2019
Charges de gestion des placements/actif net moyen *	0,88 %	1,26%	1,21%	0,99%	1.01%	0.97%
Autres charges /actif net moyen *	0,64%	0,93%	0,81%	0,60%	0.60%	0,54%
Résultat distribuable de l'exercice/actif net moyen *	3,91%	4,10%	3,79%	3,48%	3.46%	3,79%

5.2 Transactions avec les parties liées

Le règlement intérieur qui lie la société UGFS-NA et la BIAT prévoit le paiement de :

- Une commission de gestion de 0,75% HTVA par an calculée quotidiennement, sur la base de l'actif net, et payée trimestriellement.
- Des frais administratifs fixés forfaitairement à 10 000 DT hors TVA par année et payés trimestriellement.

La charge de l'exercice s'élève à 25 913 DT TTC et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Commission de gestion	14 016	13 853
Frais administratifs	11 897	11 903
	25 913	25 756

Le règlement intérieur qui lie BIAT et la société UGFS-NA prévoit le paiement d'une rémunération annuelle, de 0,1% HTVA, calculé sur la base de l'actif net, avec un minimum de 2 000 DT HTVA par année.

La charge de l'exercice s'élève à 2 414 DT TTC.